

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
parc d'activités d'Angers St Barthélemy d'Anjou  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 6 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SDPS**

Le Rasnay  
72220 ST GERVAIS EN BELIN

Références : 2022-333\_INSP\_SDPS – St Gervais en Belin\_RAP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement SDPS implanté Le Rasnay 72220 ST GERVAIS EN BELIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée, de façon inopinée, lors des travaux de remplacement des deux groupes motopompes (GMP) de la défense contre l'incendie (DCI) du dépôt.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDPS
- Le Rasnay 72220 ST GERVAIS EN BELIN
- Code AIOT dans GUN : 0006301612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

L'établissement exploite un stockage de carburants, au moyen de 5 réservoirs cylindriques aériens. Le jour de la visite, seuls 3 réservoirs sont en service, les 2 autres sont vidangés pour la requalification décennale en cours.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- AN 2022 sous-traitance seveso
- AR risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
SGS - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les travaux de remplacement de GMP malgré un léger retard pris par un défaut de dimensionnement laser (écart d'environ 5 cm) sont prévus d'être menés conformément au programme (marge de sécurité de 4 heures entamée). Les opérations se déroulent correctement. La visite permet d'identifier quelques axes d'amélioration, relevant principalement du formalisme.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste des sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations, défini dans sa GMAO.  La visite, objet du présent rapport, intervient dans le cadre du remplacement des 2 groupes moto pompes (GMP) du local incendie, et prévus pour assurer la défense contre l'incendie (DCI) des installations. Les travaux sont prévus de se dérouler sur 48 heures.  Les 4 principaux sous-traitants intervenant sont : EAU et FEU : réglage de moteur des GMP ENDEL : installation en place des 2 GMP, soudures ENGIE INEO : alimentation électrique et automatisme des 2 GMP VINCI Construction, maritime et fluvial : plongeurs, pour mise en place du dispositif de pompage  Un plan de prévention commun et annuel (08/06/2022 au 07/06/2023) est rédigé pour les travaux de remplacement des 2 GMP avec les sociétés ENDEL, INEO, EAU et FEU, SPI et VINCI Construction, maritime et fluvial.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Les travaux désignent le remplacement des 2 GMP, pendant la requalification décennale d'un réservoir de stockage de carburants.  Pour ces travaux, l'exploitant a mis en sécurité les installations de stockage et interrompu les travaux de requalification pendant toute la période des travaux de la DCI, prévus du 28 au 29/06/2022 inclus. Un bon de travail n° 9730 a été émis, pour formaliser les opérations réalisées par l'opérateur, lors du contrôle fermeture du dépôt, le 27 juin 2022 (vérification de l'absence de fuite dans les cuvettes, manifolds et décanteur et de la fermeture des vannes et clapets des bacs).  S'agissant de travaux exceptionnels, l'exploitant s'attache de sociétés spécialistes. Aucune procédure n'est rédigée pour définir les modalités de remplacement des 2 GMP.  Les procédures rédigées sont accessibles sur la GMAO et portent sur des opérations d'entretien et de maintenance courantes (contrôle des sondes de niveau...). La procédure intitulée " pour le contrôle et la maintenance des équipements sur les dépôts équipés de GMAO " est référencée P.C01.02 et est sous une version 7 du 08/04/2020.  Une consigne de surveillance et de contrôle des installations pendant les travaux de remplacement de la DCI a été spécifiquement rédigée (" C.STG Travaux " indice 1 - 21/06/2022) .  La mise en sécurité des installations industrielles du dépôt se fait selon le protocole décrit dans le plan provisoire durant les travaux de remplacement des groupes motopompes, du 28 et 29/06/2022.  L'arrêt d'urgence est enclenché durant toute la période d'intervention. Une fiche de consignation, transmise par l'exploitant, confirme l'enclenchement de l'Arrêt d'urgence. Sur la fiche, l'exploitant formalise les opérations réalisées (fermeture vannes).  Les opérations de vérification d'absence de fuite dans les cuvettes, manifolds et décanteur et de la fermeture des vannes et clapets des bacs, lors du contrôle fermeture du dépôt, sont formalisées dans la liste des opérations définies du bon de travail n° 9730.  Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations ne font pas l'objet de procédures dédiées. Pour le site de Saint Gervais en Belin pour lequel il n'y a pas d'exploitation quotidienne, l'ouverture des vannes et les clapets des réservoirs se fait uniquement dans le cadre d'une opération précise cadrée par une procédure ou consigne, comme transfert de produit bac à bac, réception produit, ou lors des tests MMR.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Dans le cadre des travaux relatifs à la DCI, les entreprises extérieures (EE) chargées d'assurer le cahier des charges ont participé à la rédaction du plan de prévention susvisé. Dans ce cadre, l'entreprise utilisatrice, SDPS, a vérifié l'habilitation et les compétences des personnels affectés aux travaux.  Pour le site de Saint Gervais en Belin, les personnels des EE sont informés de la conduite à tenir en cas d'alerte (sirène), au moyen d'une vidéo, à savoir ralliement au point de rassemblement du site. Toutefois, rien n'est formalisé sur cette séance d'information, pour le site de Saint Gervais en Belin.  Seuls les personnels de SDPS affectés à la surveillance sont tenus de mettre en œuvre les premières mesures de protection (arrosage). Le jour de la visite, 2 personnes formées à cette mission étaient en place, MM. Olivier MALANDIN, chargé de sécurité SDPS et Pascal GOHET, chef du dépôt.  L'information des personnels extérieures sur la conduite à tenir, en cas d'alerte, est à formaliser pour le dépôt de Saint Gervais en Belin.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les personnels des EE chargées d'effectuer les travaux sur la DCI ne sont pas intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence. Compte tenu du délai prévu (48h) pour les travaux de remplacement des 2 GMP, aucun exercice d'entraînement d'évacuation n'a été réalisé.  En revanche, dans le cadre des travaux de requalification d'un réservoir de stockage de carburants, interrompus pendant les travaux DCI, dès leur reprise, l'exploitant s'est engagé à réaliser un test d'alerte pour vérifier le délai de ralliement au point de rassemblement. Divers tests interviennent sur le dépôt du Mans, en particulier, avec les EE chargés du transport des produits, où les chauffeurs sont tenus de se rassembler au point défini en cas d'alerte.  L'exploitant transmettra le justificatif de réalisation du test d'évacuation des personnels d'EE réalisant la requalification décennale du réservoir de stockage de carburants.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 4
<b>Thème(s) :</b> Conception et gestion des modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en oeuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
<b>Constats :</b> Les travaux visent le remplacement des 2 GMP affectés à la DCI, par 2 GMP de capacité plus importante. Lors des travaux, une solution transitoire a été optée pour la DCI. Concernant la protection des installations de stockage de carburants, différents tests ont été réalisés préalablement aux travaux DCI, pour vérifier la pertinence du positionnement des canons à eau mobiles. Ces tests ont fait l'objet de vidéos communiquées par l'exploitant. 3 lignes de défense incendie sont installées provisoirement pendant les travaux, pour alimenter les canons à eau, par pompage d'eau dans le bassin ressources, au moyen d'une pompe immergée. Les lignes sont reliées à une cuve d'émulseur à 6% pour produire un tapis écran dans chaque rétention en cas d'incendie (inhibant tout apport d'oxygène vers un éventuel foyer). Un canon mobile est présent dans chacune des rétentions de bacs. Seuls 3 bacs sont en service (n° 1, 2 et 4).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Formation des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Les travaux réalisés sur la DCI ont été précédés d'un plan de prévention entre les EE et l'exploitant.  L'exploitant s'est assuré, dans ce cadre, de la compétence et des habilitations requises pour chacun des intervenants (habilitation N2 pour chef de chantier ...), en lien avec les travaux à réaliser. L'exploitant précise avoir été destinataire des certificats d'habilitation, adressés par chacune des EE.  L'exploitant adressera les habilitations des personnels de la société ENDEL, intervenus sur le site de Saint Gervais en Belin, concernant leur formation professionnelle.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Opérations d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Pour les interventions sur les MMR, l'exploitant choisi comme prestataire les fabricants.  Par exemple, pour les sondes de niveau NH et NTH (niveaux haut et très haut), le fabricant des sondes LARCO réalise les opérations d'entretien et de maintenance. Un bon de travail est enregistré pour la traçabilité de chaque opération de maintenance. Lorsqu'une anomalie est identifiée, l'exploitant crée un bon de travail correctif. La GMAO, accessible en salle PC Ex retrace les diverses phases d'entretien et de maintenance.  Une procédure spécifique est rédigée, actualisée et mise en œuvre pour chaque opération sur les MMR. Par exemple, une procédure de contrôle des détections hydrocarbures liquides, référencée C.SDPS.C01.02.07 est spécifiquement mise en œuvre.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** SGS - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sous traitance SEVESO maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Une consigne de surveillance et de contrôle des installations pendant les travaux DCI est spécifiquement mise en œuvre (C.STG Travaux v& - 21/06/2022).  La vérification des travaux réalisés est formalisée sur l'autorisation de travail rédigée à cet effet.  Un test est aussi prévu d'être réalisé, à l'issue des travaux, par l'exploitant, avec mise en œuvre de la DCI (arrosage), formalisé sous forme d'un bon de travail.  De plus, en vue de vérifier intégralement les caractéristiques de la DCI, un essai de performances est programmé en automne prochain. Les résultats donneront lieu à l'actualisation du plan d'opération interne (POI) par l'exploitant.  L'exploitant transmettra l'autorisation de travail susvisée dument renseignée. Le rapport d'essai de performance est également à communiquer une fois réalisé.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet